

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

La liberté assassinée

QUELLE cible ! Il disait « avoir toujours peur », Lounès Matoub. Et il avait raison. Berbère et militant de la cause berbère dans sa Kabylie natale, chanteur à succès, il avait affronté le pouvoir, celui d'Alger : chansons interdites, censurées, passage à l'antenne prohibé. Puis, il avait défié « l'autre » pouvoir, celui des islamistes, qu'il s'agisse du Front islamique du salut (le FIS, aujourd'hui dissous) ou des Groupes islamiques armés (les GIA). Il luttait pour la cause kabyle, la langue berbère, contre ceux qui veulent imposer à l'Algérie une forme d'uniformisation politico-culturelle ; il se battait pour la laïcité, contre les tenants d'une islamisation forcée, coercitive, maladivement répressive à l'égard des femmes. Cela fait beaucoup d'ennemis dans l'Algérie d'aujourd'hui. Il en est mort.

L'homme qui avait été enlevé en 1994 - apparemment par un de ces mystérieux GIA - a été assassiné jeudi 25 juin à la mi-journée sur une route de Kabylie. Qu'on comprenne bien : ce meurtre n'est pas une « erreur » ; Matoub n'est pas tombé en victime anonyme dans cette interminable guerre algérienne ; son assassinat n'a pas eu lieu par « hasard ». Lounès Matoub a été tué - évidemment lâchement, ignoblement même - pour ce qu'il représentait. Il a été tué pour ce qu'il chantait, pour ce qu'il disait, pour ce qu'il vivait. Il a été abattu d'une rafale de Kalachnikov parce qu'il était à l'avant-garde d'un double combat : pour un Etat laïc, pour

une Algérie tolérante, musulmane, mais aussi plurielle de toutes les cultures et de toutes les influences qui font sa richesse. Enfin, il a été tué parce qu'il était chanteur, à ce titre plus influent que nombre de militants politiques, parce que plus écouté par une jeunesse algérienne - majoritaire dans le pays - qui se reconnaît d'abord dans cette forme d'art. D'autres chanteurs, déjà, avant Matoub, avaient payé.

Lounès Matoub raillait les GIA, dans une région où les islamistes sont mieux implantés qu'on ne veut bien le dire. Installé à Paris, il revenait régulièrement dans son village de Kabylie. Il y était retourné, cette fois, au beau milieu d'une mobilisation pour la défense de la langue berbère, le tamazight. C'est que le pouvoir, dans une concession aux islamistes modérés qu'il entend intégrer, a repris la politique d'arabisation forcée imposée par le président Houari Boumediène en 1965, politique qui fut l'une des matrices de l'islamisme militant qui devait submerger l'Algérie quelques années plus tard... Début juillet, l'arabe classique, aux dépens de l'arabe algérien, du berbère et du français, sera obligatoire dans les médias, les conférences, déclarations publiques, etc. De cela non plus, Matoub ne voulait pas, convaincu que l'algérianité, l'identité profonde de l'Algérie, c'est la diversité.

Il chantait : « Désormais il y a plus de tombes que de maisons dans nos villages. » Il y en a une de plus, depuis jeudi, dans un village de Kabylie. Celle d'un homme libre.

L'incompréhension persistante entre Ankara et les Quinze

ENTRÉE dans une phase d'isolement depuis le rejet de sa candidature par les Quinze au sommet de Luxembourg, en décembre 1997, agitée par des turbulences internes, la Turquie boude l'Europe. La note positive du dernier sommet européen de Cardiff, lorsque Paris et Londres, afin de panser les plaies de Luxembourg, ont appelé à établir une « relation plus positive » avec elle, n'y a rien changé. Mais si la « petite Asie » n'entend pas renouer, dans l'imédiat, le dialogue politique avec l'UE interrompu il y a six mois, elle ne renoncera pas, comme l'a rappelé le vice-premier ministre Bülent Ecevit, à « faire valoir ses droits de candidat à l'adhésion ».

« Honte », « camouflet », « préjudice », « erreur » : même les plus européens des Turcs sont amers à l'évocation de ce qu'ils ressentent comme une approche « discriminatoire » des Européens envers eux. Géographiquement, argument-ils, la Turquie est d'Europe ; culturellement, elle partage les mêmes valeurs que le Vieux Continent - l'empire ottoman ne fut-il pas le légataire de l'empire byzantin ? Et la République kémaliste n'a-t-elle pas été inspirée de l'idéal jacobin ? Enfin, le dynamisme de son économie - son taux de croissance, 8 % en 1997, est un des plus forts au monde - en font un candidat tout aussi acceptable que les pays de l'ex-glacis soviétique retenus pour l'adhésion. Non, avancent les Turcs, la vraie raison du rejet réside dans le fait que l'Europe se voit avant tout « comme un club chrétien » et qu'elle se sent menacée par la perspective de flux migratoires en provenance d'Anatolie.

Cette crainte existe. Ainsi l'Allemagne - qui a payé un lourd tribut à la réunification et compte sur son sol plus de deux millions de ressortis-

sants turcs - « ne pourrait accepter l'accroissement de la part des non-Allemands au sein de sa population », explique un diplomate allemand. Pour autant, l'argument de « l'injustice » mis en avant par les Turcs est outré. C'est oublier trop vite que la Turquie n'a tout simplement pas rempli les critères politiques et économiques requis pour l'adhésion. Aucune avancée n'a été constatée sur le terrain des droits de l'homme. Pas la moindre amorce du règlement de la question kurde n'est en vue et d'aucuns s'interrogent sur « la viabilité d'une démocratie qui connaît un taux d'inflation de 85 % ».

LE POUVOIR TURC EST-IL CIVIL ?

Le tableau des droits de l'homme est sombre : selon Amnesty international, pour les six premiers mois de 1998, six personnes sont décédées pendant leur garde à vue, neuf ont « disparu » après interpellation, vingt ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires. A cela s'ajoutent les récentes incarcérations de journalistes et d'écrivains comme Haluk Gerger, Esber Yamugdereli, Ragit Duran dont les écrits ou les paroles sont supposés menacer l'unité du pays. Plus alarmante encore est la confirmation de liens existants entre la mafia, les militaires et les ultranationalistes mis en lumière lors de la tentative d'assassinat du militant des droits de l'homme Akin Birdal. Il s'avère que les auteurs de l'agression, des ultranationalistes à la solde d'un mafieux notoire, avouèrent, une fois arrêtés, avoir reçu un entraînement dans une caserne de la gendarmerie. Il semble pourtant que l'existence d'une « joint-venture » entre ultranationalistes, milieu du crime et militaires, nourrie par la guerre dans le Sud-Est à majorité kurde, soit à terme plus dommageable à l'unité

du pays que l'amorce d'un vrai débat d'idées. Celui-ci est quasi-absent dès lors que sont abordés les cinq grands tabous : le rôle de l'armée, l'islam politique, les relations avec la Grèce, la question de Chypre, et enfin la question kurde - et plus largement celle des minorités. Si la liberté de ton est indéniablement plus grande en Turquie aujourd'hui, les vraies questions restent à poser. Malgré ses attributs démocratiques - multipartisme, alternance, laïcité -, le pouvoir est-il civil ? L'argument selon lequel l'armée se fait discrète ne vaut pas. Pourquoi intervient-elle tant son pouvoir n'a jamais été aussi grand ? C'est elle qui décide des grandes orientations de la diplomatie. C'est elle qui fixe les règles du jeu politique comme l'a montré l'interdiction du parti islamiste Refah (Parti de la prospérité) en janvier 1998, et comme le prouve aujourd'hui son insistance à faire adopter par la Grande Assemblée une loi instaurant des purges anti-islamistes au sein du ministère de l'Intérieur.

En resserrant l'étau autour des islamistes - des heurts opposent chaque jour étudiants barbus et forces de l'ordre sur le campus de l'université d'Istanbul, les maires islamistes de Kayseri et Sinpan sont incarcérés, ceux d'Istanbul et d'Ankara sont dans le collimateur des autorités - le haut commandement militaire accroît la polarisation de la société entre partisans et adversaires de l'expression d'un islam politique. Les intérêts de l'armée sont multiples et c'est aussi en tant qu'acteur économique de poids - l'Oyak, créée en 1961 pour aider les militaires et leurs familles, est aujourd'hui un géant de l'économie - que l'armée prend l'émergence d'un patronat d'islamistes.

En confisquant le pouvoir politique, elle jette le discrédit sur les partis traditionnels, déjà considérablement affaiblis. La tenue d'élections législatives anticipées, annoncées pour avril 1999, loin de mettre un terme à l'instabilité politique des coalitions gouvernementales que la Turquie connaît depuis maintenant cinquante ans, devrait tout simplement permettre au Parti de la vertu (Fazilet Partisi, islamistes, formation qui a succédé au Refah interdit) d'engager de nouvelles voix, si toutefois son existence se prolonge jusque-là. Dans ce contexte, le pouvoir étant concentré aux mains des militaires, est-il envisageable que ceux-ci procèdent au transfert de souveraineté que suppose le pacte européen ?

Au-delà de l'attitude de l'Union européenne, il y a donc le raidissement de l'armée envers les islamistes, la montée de la tension avec la Grèce, la crise avec la France à propos du vote sur le génocide des Arméniens : tout cela a accru les crispations en Turquie, rendant plus improbable la recherche d'une ouverture semblable à celle qu'avait connue le pays sous la présidence de Turgut Özal. Pour aider le pays à sortir de l'impasse actuelle et lui permettre, peut-être, de retrouver cet âge d'or, l'Europe se devrait de lui proposer de nouveaux compromis. L'Europe n'est-elle pas justement cette « machine à produire du compromis » ?

Marie Jégo

La Fête de l'estampe par Loutre. B



Gravure sur bois, 1998, galerie Biren.
Le Mois de l'estampe à Paris. Soixante-dix lieux d'exposition.
Renseignements : Les Ateliers, tél. : 01-43-21-15-10.